

Da: avv.rosania@alice.it
Inviato il: 17-mag-2018 10.06
A: <relations.actionnaires@bnpparibas.com>, <jean.lemierre@bnpparibas.com>, <jeanlaurent.bonnafe@bnpparibas.com>, <philippe.bordenave@bnpparibas.com>
Cc: <infos@banque-france.fr>, <SSM-fee-enquiries@ecb.europa.eu>, <email@bancaditalia.it>, <ignazio.visco@bancaditalia.it>, <minoranzainunicredit@alice.it>
Oggetto: Questions écrites d'Elman Rosania (groupe de minorité ex Banque Meditteranea du Midi de l'Italie) pour l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de BNP Paribas du 24 mai 2018 à Paris sur les comptes de l'exercice 2017.

Allegati:

-  Questions écrites d'Elman Rosania 17.05.2018 pour AG BNP Paribas 24.05.2018 (avec des pièces jointes).pdf (70K)
 1) E-mail 13.6.2017 h 17,09 (et 14,58) par minoranzainunicredit à relations.actionnaires@bnpparibas.com.pdf (118K)
 2) Extrait procès-verbal 23.5.2017 BNP Paribas - ag_2017_pv_ag_20171010_vdef.pdf (117K)
 3) Hebdomadaire italien «Controsenso Basilicata» du 9 mai 2015 (aux pages 18-19).pdf (748K)

Potenza (Midi de l'Italie), **le 17 mai 2018**

Messieurs

Jean Lemierre Président BNP Paribas S.A.
Jean-Laurent Bonnafe Administrateur Directeur Général BNP Paribas S.A.
Philippe Bordenave Directeur Général délégué BNP Paribas S.A.
Stéphane de Marnhac Responsable des Relations Investisseurs BNP Paribas S.A.
Patrice Ménard Relations Actionnaires Individuels BNP Paribas S.A.

et pour informations

François Villeroy de Galhau Gouverneur Banque de France

et pour informations

Mario Draghi Presidente Banca Centrale Europea
Ignazio Visco Governatore Banca D'Italia

Leur Siège

Monsieur le Président, Monsieur l'Administrateur Directeur Général, Monsieur le Directeur Général délégué,

Je suis un petit actionnaire de BNP Paribas de nationalité italienne, j'ai reçu la Carte d'Admission n°1544 pour assister à l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 (à 10h00) à Paris.

J'ai participé à la précédente assemblée des actionnaires de BNP Paribas du 23 mai 2017 à Paris, pendant laquelle je suis intervenu dans le débat (pièce jointe 1, e-mail 13 juin 2017 envoyé par minoranzainunicredit@alice.it à relations.actionnaires@bnpparibas.com et aux hauts cadres de BNP Paribas).

Je présente les trois questions suivantes écrites à partir de mon adresse e-mail avv.rosania@alice.it (et l'autre adresse minoranzainunicredit@alice.it signée par mon collègue Saverio Telesca) à l'adresse relations.actionnaires@bnpparibas.com indiquée dans l'avis de convocation de Assemblée Générale Mixte du jeudi 24 mai 2018, qui précise: l'«*envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale (article R. 225-84 du Code de commerce)*».

Première question

Comme cela a été déjà fait dans les séances des assemblées des actionnaires de BNP Paribas au cours du 23 mai 2017 à Paris, de la Deutsche Bank AG le 19 mai 2016 à Francfort (Allemagne), de la UBS le 10 mai 2016 à Bale (Suisse) e des banques italiennes Unicredit à Rome, Intesasanpaolo à Turin et Ubi Banca

à Bergame, je conteste et j'objecte dans le bilan 2017 en cours d'examen de BNP Paribas l'absence d'une comptabilisation correcte de l'argent virtuel-scriptural que BNP Paribas a créée avec des cliques électroniques jusqu'au 31 décembre 2017, y compris les «*prêts et créances sur la clientèle*» pour 727,65 milliard d'euros dans le groupe BNP Paribas (indiqués à la page 142 du bilan consolidé dans le texte actuel "*Document de Référence et rapport financier annuel 2017*" se trouvant sur le site www.bnpparibas.com) et y compris les «*opérations avec la clientèle*» pour 434,01 milliard d'euros au sein de la banque mère (mentionnés à l'autre page 441).

Et, conformément aux réglementations françaises en vigueur, je demande d'apporter les relatives modifications au bilan ainsi que l'attribution de toutes les primes pour retrouvé/découvert ledit argent scriptural et cela cependant sous n'importe quelle forme d'argent scriptural pas encore comptabilisé par BNP Paribas.

Je rappelle aux hauts cadres de ne pas avoir eu de réponse à l'Assemblée Générale de BNP Paribas du 23 mai 2017 à Paris, ni même par la suite, malgré l'engagement pris par le Président Jean Lemierre, comme indiqué dans le procès-verbal de la réunion (pièce jointe 2):

«A la demande expresse d'un actionnaire italien, Jean Lemierre précise que les questions posées par cet actionnaire figureront en annexe au présent procès-verbal ainsi qu'il a été demandé.

La première question qui porte sur le mode de comptabilisation de certaines opérations (argent virtuel scriptural) dans les états financiers 2016, Jean Lemierre précise qu'une réponse écrite sera apportée ultérieurement à l'actionnaire ...» (paragraphe "Synthèse des échanges avec les actionnaires", n.9 à la page 16 du procès-verbal de l'Assemblée Générale de BNP Paribas le 23 mai 2017, qui est joint en extrait).

Deuxième question

En faisant référence au cas du journaliste français Denis Robert (cité aussi dans le film «L'Enquête» sorti dans les salles françaises l'année dernière, en 2015), je souhaiterais avoir des informations de la part des hauts cadres et des dirigeants de BNP Paribas et de ses filiales au sujet des comptes courants:

- n.6-11258 au nom de BNP Paribas Luxembourg avec référence à Luxembourg;
- n.6-20491 au nom de BNP Paribas Private BK SA avec référence à Geneve (Suisse)
- n.6-20846 au nom de BNP Paribas avec référence à Buenos Aires (Argentin);
- n.6-22471 au nom de BNP Paribas avec référence à Manama (Bahrein);
- n.6-50172 au nom de BNP Paribas Hong Kong Branch avec référence à Hong Kong (Chine);
- n.6-57376 au nom de BNP Paribas SA - Panama Branch avec référence à Panama (et sous réserve d'en indiquer d'autres).

Troisième question

Je demande aux hauts cadres et aux dirigeants de BNP Paribas, pour des raisons de facilité, de rédiger également dans les textes des bilans d'entreprise et du consolidé du groupe un tableau/schéma de synthèse des dernières six années de gestion - composé de deux pages seulement - comme celui qui a été rédigé pour la banque italienne Unicredit pour le groupe minoritaire de l'ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie au quel j'appartiens (forcé de fusionner en 2000 dans la Banca di Roma/Capitalia et en 2007 en Unicredit, laquelle en ce moment est guidé par le français Jeanne Pierre Mustier); et le même tableau/schéma qui a été annexé à l'hebdomadaire italien "Controsenso Basilicata" le 9 mai 2015 (aux pages 18/19) dans l'article «*I Lucani sulla catastrofe all'Unicredit / Les Lucanes sur la catastrophe à l'Unicredit*» (pièce jointe 3).

À cet égard, le tableau/schéma susmentionné a été accepté dans les conclusions finales du 30 janvier 2018 par l'importante Commission Parlementaire d'Enquête sur les banques créée en Italie par la loi n° 107 du 12 juillet 2017, comme indiquées dans les documents officiels et certaines videos postées en ligne (https://youtu.be/q2bbRl5i_Zg - <https://youtu.be/r6eRMiHLdwk>).

Salutations distinguées.

ElmanRosania

seguono

ALLEGATI 1-2-3

alla e-posta inviata il 17.05.2018
ai vertici BNP Paribas (e altre
Autorità) con le domande scritte
Gruppo ex Banca Mediterranea
prima della assemblea dei soci
tenuta il 24.05.2018 a Parigi

ALLEGATO 1

Da: minoranzainunicredit@alice.it
Inviato il: 13-giu-2017 17.09
A: <relations.actionnaires@bnpparibas.com>
<laura.boldrini@camera.it>, <sereni_m@camera.it>, <giachetti_r@camera.it>, <dimalo_luigi@camera.it>, <baldelli_s@camera.it>, <lupi_m@camera.it>, <dellai_l@camera.it>, <r.brunetta@camera.it>, <rampelli_f@camera.it>, <fedriga_m@camera.it>, <cecconi_a@camera.it>, <rosato_e@camera.it>, <monchiero_g@camera.it>, <pisicchio_g@camera.it>, <laforgia_f@camera.it>, <marcon_g@camera.it>, <romano_f@camera.it>, <linda.lanzillotta@senato.it>, <roberto.calderoli@senato.it>, <gasparri@tin.it>, <rosamaria.digiorgi@senato.it>, <lucio.barani@senato.it>, <laura.bianconi@senato.it>, <paolo.romani@senato.it>, <mario.ferrara@senato.it>, <gianmarco.centinaio@senato.it>, <luigi.zanda@senato.it>, <loredana.depetris@senato.it>, <michela.montevecchi@senato.it>, <marciacilia.guerra@senato.it>, <karl.zeller@senato.it>, <segreteriausg@governo.it>, <caposegreteria.ministro@tesoro.it>
Cc:
Oggetto: I: Texte de Elman Rosania (groupe de minorité ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie) et des documents à joindre au procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de BNP Paribas le 23 mai 2017 à Paris (France) sur le bilan 2016.

Allegati:

-  1. Intervention écrite de Elman Rosania (groupe minoritaire de l'ex Banque Mediterranea dans Unicredit) à l'Assemblée Miste BNP 23 mai 2017 à Paris.doc (36K)
-  2. Actionnaires de la Banque D'Italie au 28 fevrier 2017.pdf (95K)
-  3. Hebdomadaire italien «Controsenso Basilicata» 9 mai 2015 (aux pages 18-19) dans l'article «Les Lucanes sur la catastrophe à l'Unicredit».pdf (748K)
-  4. HOUSE of COMMONS Hansard Debates for 20 Nov 2014 (pt 0001 and pt 0002 avec omissis).pdf (140K)
-  5. E-mail 13 juin 2016 du groupe minoritaire de l'ex Banque Mediterranea (dans Unicredit) à Paul Achleitner President Deutsche Bank et autres.pdf (72K)
-  6. Foto de l'Assemblée Miste BNP Paribas 23 mai 2017 à Paris.jpg (611K)

TRANSMISSION / TRASMISSIONE / ÜBERSENDUNG

--Messaggio originale-- Da: minoranzainunicredit@alice.it Data: **13-giu-2017** 14.58
A: **jean.lemierre@bnpparibas.com**, catherine.olivier@bnpparibas.com

Cc: jeanlaurent.bonnafe@bnpparibas.com, philippe.bordenave@bnpparibas.com, relations.actionnaires@bnpparibas.com, SSM-fee-enquiries@ecb.europa.eu, infos@banque-france.fr, ignazio.visco@bancaditalia.it, email@bancaditalia.it, jens.weidmann@bundesbank.de, info@bundesbank.de, snb@snb.ch, giuseppe.vita@unicredit.eu, jeanpierre.mustier@unicredit.eu, paul.achleitner@db.com, john.cryan@db.com, db.ir@db.com, sh-company-secretary@ubs.com, segreteria gabinetto presidente@senato.it, boldrini_l@camera.it, presidente@pec.governo.it, segreteria.capogabinetto@tesoro.it, protocollo@consob.it, <odg@consmag.it>

Ogg: **Texte de Elman Rosania (groupe de minorité ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie) et des documents à joindre au procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de BNP Paribas le 23 mai 2017 à Paris (France) sur le bilan 2016.**

Potenza (Midi de l'Italie), le 13 juin 2017 / **Potenza (sud Italia) 13 giugno 2017** / Potenza (Südtalien), 13. Juni 2017

Messieurs / Signori / Sehr geehrte Herren

Jean LemierrePrésident BNP Paribas

Catherine OlivierSecrétaire Assemblée BNP Paribas

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Jean-Laurent BonnafeAdministrateur Directeur Général BNP Paribas

Philippe BordenaveDirecteur Général délégué BNP Paribas

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Mario Draghi Presidente Banca Centrale Europea

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

François Villeroy de Galhau Gouverneur Banque de France

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Ignazio Visco Governatore Banca D'Italia

Jens Weidmann Präsident der Deutschen Bundesbank

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Jean Studer Präsident des Bankrats der Schweizerische Nationalbank

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Giuseppe Vita Presidente Unicredit

Jean Pierre Mustier Amministratore Delegato Unicredit

Paul Achleitner Vorsitzender des Aufsichtsrats der Deutschen Bank

John Cryan Vorsitzender des Vorstands der Deutschen Bank

Axel Alfred Weber Präsident UBS / Chairman UBS

Sergio Pietro Ermotti Chief Executive Officer UBS

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Sergio Mattarella Presidente della Repubblica Italiana

Pietro Grasso Presidente Senato della Repubblica Italiana

Laura Boldrini Presidente Camera dei Deputati Repubblica Italiana

Gruppi Parlamentari Senato e Camera della Repubblica Italia

Paolo Gentiloni Presidente Consiglio dei Ministri Repubblica Italiana

Pier Carlo Padoan Ministro dell'Economia e Finanze Repubblica Italiana

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Giuseppe Vegas Presidente Consob

Angelo Apponi Direttore Generale Consob

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Presidenti/Organi Intesa Sanpaolo/MPS/Banco BPM/UbiBanca/BPER/Credem
Banca Popolare Sondrio/Assicurazioni Generali/ENI

Antonio Patuelli Presidente ABI (Associazione Banche Italiane)

Giovanni Sabini Direttore Generale ABI (Associazione Banche Italiane)

et pour informations / e per conoscenza / und zur Kenntnisnahme an

Giovanni Legnini Vice Presidente Consiglio Superiore della Magistratura

Componenti Consiglio Superiore della Magistratura

Giovanni Canzio Primo Presidente Corte di Cassazione

Pasquale Ciccolo Procuratore Generale presso la Corte di Cassazione

Presidenti di Sezione Corte di Cassazione

Consiglieri Corte di Cassazione

Giudici Distretti Giudiziari

Leur Siège / Loro Sedi / In ihrem Rechtssitz

Objet: Texte de Elman Rosania (groupe de minorité ex Banque Méditerranée du Midi de l'Italie) et des documents à joindre au procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de BNP Paribas le 23 mai 2017 à Paris (France) sur le bilan 2016

//

Oggetto: Testo dell'intervento di Elman Rosania (gruppo di minoranza ex Banca Mediterranea del sud Italia) e documenti da allegare al verbale dell'Assemblea Mista degli azionisti BNP Paribas del

23 maggio 2017 a Parigi (Francia) sul bilancio 2016

//

Betreff: Beitrag von Elman Rosania (Minderheitengeschafter der Ex Banca Mediterranea aus Süditalien) und beiliegende Dokumente für das Protokoll Aktionärsversammlung der BNP Paribas vom 23. Mai 2017 abgehalten in Paris (Frankreich) hinsichtlich des Jahresabschlusses 2016.

Monsieur le Président, Madame la Secrétaire,

On transmet en format *word* l'intervention écrite en français (épurée de coquilles stylistiques) contenant cinq questions adressées aux hauts cadres et dirigeants de BNP Paribas que Elman Rosania, provenant du groupe des membres/épargnants de minorité de l'ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie (contraint à confluer en l'an 2000 dans la Banca de Roma/Capitalia absorbée en 2007 par Unicredit), a déposé auprès de la présidence de l'Assemblée Mixte mardi 23 mai 2017 à Paris demandant son intégrale retranscription au procès-verbal.

On transmet aussi en format *pdf* les deux pièces jointes comme partie intégrante de la même intervention de Elman Rosania adressées au bureau de la présidence d'assemblée BNP Paribas pour allégation au procès-verbal :

- (au sujet de la deuxième question de l'intervention) la liste des participants publié sur le site web de la Banca d'Italia le 1 janvier 2016 et ajourné au 18 février 2017 avec une augmentation numérique des membres de l'institut central italien de 64 à 114;
- (au sujet de la cinquième question de l'intervention) l'article publié le 9 mai 2015 aux pages 18/19 de l'hebdomadaire italien «Controsenso Basilicate» dans le cadre du Troisième Rapport annuel «*Les Lucans sur la catastrophe à l'Unicredit*» (distribué durant l'assemblée de Unicredit du 13 mai 2015 à Rome, après l'autorisation accordée par le Président Unicredit Giuseppe Vita), contenant le tableau/schéma de synthèse de deux pages avec les voix les plus significatives des dernières six années de gestion bancaire Unicredit 2008-2013, à adopter même chez BNP Paribas et dans toutes les autres banques françaises et européennes (demande déjà adressées aux autres dirigeants bancaires dans les autres assemblées des actionnaires de la Deutsche Bank le 19 mai 2016 à Francfort , de UBS le 10 mai 2016 et dans les précédentes assemblées des actionnaires des banques italiennes Unicredit, Intesa Sanpaolo, Monte dei Paschi di Siena, Banco Popolare, Ubi Banca, Mediobanca, Banca Popolare de l'Emilia Romagna, Banca Popolare de Milano, Credem, Banca Popolare di Sondrio, Carige).

Pour faciliter la lecture on reporte ci-dessous l'intervention écrite en français que Elman Rosania a présenté le 23 mai 2017 à Paris en prenant la parole durant l'assemblées des actionnaires à douze heures environ.

«« Monsieur le Président, Messieurs les Participants,

Je suis désolé de ne pas pouvoir bien m'exprimer correctement en français et veuillez excuser ma prononciation.

Je me félicite avec les hauts cadres puisque depuis des années les travaux des assemblées des actionnaires sont transmis en directe vidéo sur le site de la société et peuvent être suivis par quiconque: ceci est un exemple de transparence qui devrait être appliqué par toutes les autres principales banques européennes et mondiales.

Je proviens du Midi de l'Italie et je m'adresse aux hauts cadres du groupe bancaire français BNP Paribas (le premier groupe de la zone Euro avec un actif de 2.076 milliard d'euros enregistré dans le bilan 2016), en leur posant cinq questions avec cette intervention à transcrire mot pour mot dans le procès-verbal de l'assemblée.

Première question

Comme cela a été déjà fait dans les séances des assemblées des actionnaires de la Deutsche Bank au cours du 19 mai 2016 à Francfort (Allemagne), de la UBS le 10 mai 2016 à Bale (Suisse) e des banques italiennes Unicredit à Rome, Intesasanpaolo à Turin et Ubi Banca à Bergame, je conteste et j'objecte dans le bilan en cours d'examen de BNP Paribas l'absence d'une comptabilisation correcte de l'argent virtuel-scriptural que BNP Paribas a créée avec des cliques électroniques jusqu'au 31 décembre 2016, y compris les prêts et créances sur la clientèle pour 712,23 milliard d'euros dans le groupe BNP Paribas (indiqués à la page 136 de l'actuel texte du bilan) et y

compris les opérations avec la clientèle pour 415,69 milliard d'euros au sein de la banque mère (mentionnés à l'autre page 415).

Et, conformément aux réglementations françaises en vigueur, je demande d'apporter les relatives modifications au bilan ainsi que l'attribution de toutes les primes pour retrouvé/découvert ledit argent scriptural et cela cependant sous n'importe quelle forme d'argent scriptural pas encore comptabilisé par BNP Paribas.

Deuxième question

L'Italie est en train de devenir une colonie française, étant donné que des groupes français contrôlent ou participent au contrôle d'importants secteurs stratégiques italiens (Edison dans l'énergie, Telecom dans les télécommunications, Parmalat dans l'alimentation et Mediobanca et Assicurazioni Generali dans la banque-assurance), tandis que dans le capital social de BNP Paribas - si je ne me trompe pas - participent des fonds spéculatifs/hedge funds.

À son tour, BNP Paribas participe au capital social de l'importante Banque d'Italie à travers BNL filiale italienne: cette participation est considérée comme stratégique?

Et ladite participation à la Banque d'Italie sera maintenue/préservée ou sera vendue dans l'avenir?

Troisième question

Puisque dans le périmètre de consolidation (pages 222 à 230 du bilan consolidé 2016) n'ont pas été indiqués les noms des villes sièges, je demande aux hauts cadres de BNP Paribas de connaître, si y a-t-il des contrôlées dans l'Etat du Delaware aux Etats Unis, ou il existe le maximum d'évasion fiscale ou mieux, en d'autres termes: le maximum d'anonymat sociétair.

Quatrième question

En faisant référence au cas du journaliste français Denis Robert (cité aussi dans le film «L'Enquête» sorti dans les salles françaises l'année dernière, en 2015), je souhaiterais avoir des informations de la part des hauts cadres et des dirigeants de BNP Paribas et de ses filiales au sujet des comptes courants:

- n.6-11258 au nom de BNP Paribas Luxembourg avec référence à Luxembourg;
- n.6-20491 au nom de BNP Paribas Private BK SA avec référence à Genève (Suisse)
- n.6-20846 au nom de BNP Paribas avec référence à Buenos Aires (Argentin);
- n.6-22471 au nom de BNP Paribas avec référence à Manama (Bahrein)
- n.6-50172 au nom de BNP Paribas Hong Kong Branch avec référence à Hong Kong (Chine);
- n.6-57376 au nom de BNP Paribas SA - Panama Branch avec référence à Panama (et sous réserve d'en indiquer d'autres).

Cinquième et dernière question

Je demande aux hauts cadres et aux dirigeants de BNP Paribas, pour des raisons de facilité, de rédiger également dans les textes des bilans d'entreprise et du consolidé du groupe un tableau/schéma de synthèse des dernières six années de gestion - composé de deux pages seulement - comme celui qui a été rédigé pour la banque italienne Unicredit pour le groupe minoritaire de l'ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie au quel j'appartiens (forcé de fusionner en 2000 dans la Banca di Roma/Capitalia e en 2007 en Unicredit, laquelle en ce moment est guidé par le français Jeanne Pierre Mustier); et le même tableau/schéma qui a été annexé à l'hebdomadaire italien «Controsenso Basilicata» le 9 mai 2015 (aux pages 18/19) dans l'article «I Lucani sulla catastrofe all'Unicredit / Les Lucanes sur la catastrophe à l'Unicredit».

Je remets le texte de mon intervention écrite à la présidence pour sa transcription dans le procès-verbal.

J'ai conclu.

Bon travail et merci pour votre attention »»».

Avec ce mél, on transmet aussi le fichier original en langue anglaise du **débat qui s'est tenu le 20 novembre 2014 au Parlement anglais sur le thème de la création de la monnaie «du néant» de la part des banques commerciales** - et si cet important pouvoir doit être au contraire confié directement au Gouvernement ou à la Banque d'Angleterre - qui a été l'argument principal (première question) dans la sus - mentionnée intervention retranscrite de Elman Rosania sur le bilan 2016 de BNP Paribas.

Et puisqu'il n'y a pas eu de réponses de la part des dirigeants BNP Paribas aux questions 1/4/5 de la susmentionnée intervention retranscrite, pendant que les réponses données aux question 2 et 3 seulement par Philippe Bordenave (Directeur général Délégué BNP Paribas) ont été génériques et

insatisfaisantes, Elman Rosania a été contraint d'exprimer un vote contraire sur toutes les résolutions votées à Paris sur les diverses propositions formulées par les susdits dirigeants sociétaires ; de toute façon on demande aux mêmes dirigeants BNP Paribas de fournir une réponse écrite aux cinq questions de l'intervention.

Entretemps on vous demande, chers Messieurs, de reporter dans le procès-verbal de manière ample le débat qui s'est tenu le 23 mai dernier à l'assemblée BNP Paribas (avec indication des noms des actionnaires qui ont pris la parole) retenant insuffisante la synthèse du précédent procès-verbal de l'assemblée des actionnaires BNP Paribas du 26 mai 2016, qui pénalise fortement la transparence et le caractère exhaustif de la note d'information sociétaire fournie par les dirigeants de BNP Paribas.

En outre, pour des raisons d'effective transparence, on demande aux mêmes dirigeants de BNP Paribas de mettre sur le site sociétaire la vidéo des travaux de la dernière assemblée des actionnaires qui s'est tenue le 23 mai 2017 à Paris, en y incluant la partie du débat oral avec les actionnaires, qui par ailleurs a été transmise en direct.

Du procès-verbal intégral (compréhensif de la liste des participants et votants) on vous demande, chers Messieurs, dès à présent la délivrance/envoi de copie pour le complètement de sa rédaction et de sa publication.

Sur base des précédentes correspondances thématiques la présente note, pour droit de compétence, est transmise aux Autorités de vigilance française, européenne, italo-suisse ainsi qu'aux dirigeants des principales banques italiennes (parmi lesquelles Unicredit et Intesa Sanpaolo), et de Deutsche Bank et UBS (auxquelles assemblées des actionnaires ont participé en 2016 des membres de l'ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie), de même elle est transmise aux dirigeants des Institutions de l'Etat, parlementaires, gouvernementales et judiciaires italiennes, sous réserve de transmission à celles de compétence française et (une fois complétée la traduction en allemand) à celles de l'Allemagne et de l'Autriche.

On espère que le groupe de minorité de l'ex Banque Mediterranea du Midi de l'Italie ait réussi à offrir au contexte sociétaire de BNP Paribas d'utiles idées pour favoriser de justes évolutions dans le délicat secteur banco-financier.

Pièces jointes.

1. Intervention écrite en français (avec version originale en italien) de Elman Rosania (Sud de l'Italie) sur le bilan 2016 ayant eu lieu durant l'assemblée BNP Paribas le 23 mai 2017;
2. Liste des membres participants publiée sur le site web de la Banca D'Italia le 1 janvier 2016 et ajourné au 18 février 2017 (avec une augmentation numérique des membres de l'institut central italien de 64 à 114);
3. Article «*Les Lucaniens sur la catastrophe à l'Unicredit*» publié le 9 mai 2015 aux pages 18/19 par l'hebdomadaire italien «*Controsenso Basilicata*»;
4. Débat sur la création de la monnaie «*du néant*» qui s'est déroulé le 20 novembre 2014 à la House of Commons à Londres;
5. Mél du 13 juin 2016 du groupe de minorité de l'ex Banca Mediterranea (dans Unicredit) envoyé à Paul Achleitner (Président de la Deutsche Bank) et à d'autres au sujet de l'assemblée des actionnaires qui s'est tenue le 19 mai 2016 à Francfort (Allemagne) ;
6. Photo prise durant l'assemblée des actionnaires BNP Paribas (le 23 mai 2017 à Paris).

Cordiales salutations.

Saverio Telesca

(membre du groupe des associés/épargnants de minorité de l'ex Banca Mediterranea du Sud de l'Italie contrainte à confluer en l'an 2000 dans la Banca Roma/Capitalia elle-même absorbée par Unicredit en 2007)

Groupe de minorité ex Banca Mediterranea (en Unicredit)
rue Velletri, 21 - 00198 Rome
Télécopie 068547662 Téléphone 068841898 (Portable 3206232545)

TESTE ORIGINAL EN ITALIEN

SEGUE VERSIONE ORIGINALE IN ITALIANO

ES FOLGT DIE ORIGINALFASSUNG IN ITALIENISCHER SPRACHE

Egregio Signor Presidente, Egregia Signora Segretaria,

si trasmette in formato *word* l'intervento scritto in francese (depurato di qualche refuso stilistico) contenente cinque domande rivolte ai vertici di BNP Paribas, che Elman Rosania, proveniente dal gruppo dei soci/risparmiatori di minoranza dell'ex Banca Mediterranea del sud Italia (costretto a confluire nel 2000 in Banca di Roma/Capitalia, assorbita nel 2007 da Unicredit), ha depositato presso la presidenza dell'Assemblea Generale Mista martedì 23 maggio 2017 a Parigi, chiedendo la sua integrale trascrizione a verbale.

Si trasmettono altresì in formato *pdf* i due allegati parte integrante dello stesso intervento di Elman Rosania, indirizzati all'ufficio di presidenza assembleare BNP Paribas per l'allegazione a verbale:

- (in merito alla seconda domanda dell'intervento) l'elenco dei partecipanti pubblicato sul sito web della Banca D'Italia l'1 gennaio 2016 e aggiornato al 18 febbraio 2017, con aumento numerico dei soci dell'istituto centrale italiano da 64 a 114;
- (in merito alla quinta domanda dell'intervento) l'articolo pubblicato il 9 maggio 2015 alle pagine 18/19 del settimanale italiano Controsenso Basilicata nell'ambito del Terzo Rapporto annuale «*I Lucani sulla Catastrofe all'Unicredit*» (distribuito nell'assemblea Unicredit del 13 maggio 2015 a Roma, previa autorizzazione concessa dal Presidente Unicredit Giuseppe Vita), contenente lo schema-prospetto esemplificativo di due pagine con le voci più significative del sessennio di gestione bancaria Unicredit 2008-2013, da adottare anche in BNP Paribas e in tutte le altre banche francesi ed europee (richiesta già rivolta ad altri vertici bancari nelle assemblee degli azionisti di Deutsche Bank il 19 maggio 2016 a Francoforte, di UBS il 10 maggio 2016 e nelle precedenti assemblee degli azionisti delle banche italiane Unicredit, Intesa Sanpaolo, Monte dei Paschi di Siena, Banco Popolare, Ubi Banca, Mediobanca, Banca Popolare dell'Emilia Romagna, Banca Popolare di Milano, Credem, Banca Popolare di Sondrio, Carige).

Per comodità di lettura si riporta di seguito l'intervento scritto in francese che Elman Rosania ha presentato il 23 maggio 2017 a Parigi, prendendo la parola nell'assemblea degli azionisti alle ore 12 circa.

«« Signor Presidente, Signori Partecipanti,
mi scuso per la non buona conoscenza e pronuncia della lingua francese.

Mi congratulo con i vertici perché da anni i lavori delle assemblee degli azionisti di BNP Paribas vanno in diretta video sul sito societario e possono essere seguiti da chiunque: è un esempio di trasparenza che dovrebbe essere seguito da tutte le altre principali banche europee e mondiali.

Provegno dal Mezzogiorno dell'Italia e mi rivolgo ai vertici del gruppo bancario francese BNP Paribas (il primo gruppo bancario della zona euro con un attivo di 2.076 miliardi di euro a bilancio 2016), ponendo loro cinque domande da trascrivere parola per parola nel processo verbale di questa assemblea, o meglio, da trascrivere in questo intervento completo.

Prima domanda

Come si è già fatto nelle assemblee degli azionisti delle banche Deutsche Bank il 19 maggio 2016 a Francoforte (Germania) e della UBS il 10 maggio 2016 a Basilea (Svizzera) e delle banche italiane Unicredit a Roma, Intesa Sanpaolo a Torino e Ubi Banca a Bergamo, contesto ed eccepisco nel bilancio in esame la mancanza della corretta contabilizzazione del denaro virtuale(-scritturale) che BNP Paribas ha creato fcon dei clic elettronici fino al 31 dicembre 2016, inclusi i prestiti alla clientela per 712,23 miliardi di euro nel Gruppo BPN Paribas (indicati alla pagina 136 dell'attuale testo del bilancio) e per 415,69 miliardi di euro nella capogruppo (menzionati all'altra pagina 415); e, ai sensi delle normative francesi vigenti, chiedo di apportare le relative modifiche al bilancio e chiedo l'assegnazione di tutti i relativi premi per il ritrovamento/scoperta del detto denaro scritturale e comunque di

qualsiasi forma di denaro scritturale non ancora contabilizzato da BNP Paribas.

Seconda domanda

L'Italia sta diventando una colonia francese, in quanto gruppi francesi controllano o partecipano al controllo di importanti settori strategici italiani (Edison nell'energia, Telecom nelle telecomunicazioni, Parmalat nell'alimentare, Assicurazioni Generali e Mediobanca nel assicurativo-bancario) e nel capitale sociale di BNP Paribas - se non erro - partecipano gli hedge funds (fondi speculativi).

A sua volta BNP Paribas partecipa al capitale sociale dell'importante Banca D'Italia tramite la controllata italiana BNL: la partecipazione in Banca D'Italia è ritenuta strategica? E la detta partecipazione sarà mantenuta o sarà venduta nel futuro?

Terza domanda

Poiché nel perimetro di consolidamento (*périmètre de consolidation*) (pagine 222 a 230 del bilancio consolidato 2016) non sono indicate (mancano) i nomi delle città sede, io chiedo ai vertici di BNP Paribas di saper se ci sono controllate nello Stato del Delaware degli Stati Uniti, dove esiste la massima elusione fiscale, o meglio, il massimo dell'anonimato societario.

Quarta domanda

Con riferimento alla vicenda del giornalista francese Denis Robert (narrata anche nel film "L'Enquete" uscito nelle sale francesi lo scorso anno 2015) chiedo cortesemente di avere informazioni dai vertici e dai dirigenti di BNP Paribas e sue società partecipate in merito ai conti correnti:

- n.6-11258 intestato a BNP Paribas Luxembourg con riferimento a Luxembourg;
- n.6-20491 intestato a BNP Paribas Private BK SA con riferimento a Geneve (Svizzera);
- n.6-20846 intestato a BNP Paribas con riferimento a Buenos Aires (Argentina);
- n.6-22471 intestato a BNP Paribas con riferimento a Manama (Bahrein);
- n.6-50172 intestato a BNP Paribas Hong Kong Branch con riferimento a Hong Kong (Cina);
- n.6-57376 intestato a BNP Paribas SA - Panama Branch con riferimento a Panama (e con riserva di indicarne altri).

Quinta ed ultima domanda

Chiedo ai vertici e dirigenti di BNP Paribas, per ragioni di facilitazione e trasparenza informativa, di redigere ed inserire nei testi dei bilanci d'impresa e di consolidato del gruppo un prospetto/schema sintetico dell'ultimo sessennio di gestione - composto da due sole pagine - come quello redatto per Unicredit dalla minoranza ex Banca Mediterranea del sud Italia al quale appartengo (incorporato nel 2000 in Banca di Roma/Capitalia e nel 2007 in Unicredit, la quale è ora guidata dal francese Jeanne Pierre Mustier); e lo stesso schema/prospetto è stato allegato al settimanale italiano «Controsenso Basilicata» del 9 maggio 2015 (pagine 18/19) nell'articolo «I Lucani sulla Catastrofe all'Unicredit».

Io consegno il testo di questo mio intervento alla presidenza per la trascrizione nel verbale dell'assemblea.

Ho concluso.

Buon proseguimento dei lavori e grazie per l'ascolto »».

Con questa mail si trasmette altresì l'originale file in lingua inglese del **dibattito tenuto il 20 novembre 2014 al Parlamento inglese sul tema della creazione della moneta "dal nulla" da parte delle banche commerciali** - e se questo importante potere debba essere invece affidato direttamente al Governo inglese o alla Banca d'Inghilterra - che è stato l'argomento principale (*première question*) trattato nel sopra trascritto intervento di Elman Rosania sul bilancio 2016 di BNP Paribas.

E poiché non vi è stata risposta da parte dei vertici BNP Paribas sulle domande 1/4/5 dell'intervento sopra trascritto, mentre le risposte date alle domande 2 e 3 soltanto da Philippe Bordenave (Directeur Général délégué BNP Paribas) sono state generiche ed insoddisfacenti, Elman Rosania è stato costretto ad esprimere voto contrario su tutte le risoluzioni votate a Parigi sulle diverse proposte formulate dai detti vertici societari; ad ogni modo si chiede agli stessi vertici BNP Paribas di fornire risposta scritta a tutte le cinque domande dell'intervento.

Nel contempo si chiede alle SS.VV. di riportare nel verbale in maniera ampia il dibattito svolto il 23 maggio scorso all'assemblea BNP Paribas (con indicazione dei nomi degli azionisti che hanno preso la parola), ritenendo carente la sintesi del precedente verbale dell'assemblea degli azionisti

BNP Paribas del 26 maggio 2016, che penalizza fortemente la trasparenza e la completezza dell'informativa societaria fornita dai vertici di BNP Paribas.

Inoltre, per ragioni di effettiva trasparenza, si chiede agli stessi vertici di BNP Paribas di porre nel sito societario il video dei lavori dell'ultima assemblea degli azionisti tenuta il 23 maggio 2017 a Parigi, inclusa la parte del dibattito avuto con gli azionisti, la quale è stata peraltro trasmessa in diretta pubblica.

Del verbale integrale (comprensivo dell'elenco dei partecipanti e dei votanti) si chiede fin d'ora alle SS.VV. il rilascio/invio di copia al completamento della sua redazione e pubblicazione.

In base a pregresse corrispondenze tematiche la presente nota, per quanto di competenza, viene trasmessa alle Autorità di vigilanza francese, europea, italiano-svizzera, nonché ai vertici delle principali banche italiane (tra cui Unicredit e Intesa Sanpaolo) e di Deutsche Bank e UBS (alle cui assemblee degli azionisti vi ha preso parte nel 2016 una delegazione dell'ex Banca Mediterranea del sud Italia), nonché viene trasmessa ai vertici delle Istituzioni statali, parlamentari, governative e giudiziarie italiane, con riserva di trasmissione a quelle corrispondenti francesi e (una volta completata la traduzione in tedesco) a quelle di Germania e Austria.

Si spera che il gruppo di minoranza dell'ex Banca Mediterranea del sud Italia sia riuscito ad offrire al contesto societario di BNP Paribas utili spunti per favorire "giuste" evoluzioni nel delicato settore bancario-finanziario.

Si allegano:

1. intervento scritto in francese (con versione originale in italiano) di Elman Rosania (sud Italia) sul bilancio 2016 svolto all'assemblea BNP Paribas il 23 maggio 2017 a Parigi;
2. elenco dei soci partecipanti pubblicato sul sito web della Banca D'Italia l'1 gennaio 2016 e aggiornato al 18 febbraio 2017 (con aumento numerico dei soci dell'istituto centrale italiano da 64 a 114);
3. articolo «*I Lucani sulla catastrofe all'Unicredit*» pubblicato il 9 maggio 2015 alle pagine 18/19 del settimanale italiano Controsenso Basilicata;
4. dibattito sulla creazione della moneta "dal nulla" avuto il 20 novembre 2014 alla House of Commons a Londra;
5. e-mail del 13 giugno 2016 del gruppo di minoranza dell'ex Banca Mediterranea (in Unicredit) inviata a Paul Achleitner (Presidente Deutsche Bank) ed altri in merito all'assemblea degli azionisti tenuta il 19 maggio 2016 a Francoforte (Germania);
6. foto effettuata all'assemblea degli azionisti BNP Paribas (23 maggio 2017 a Parigi).

I migliori saluti.

Saverio Telesca

(componente gruppo dei soci/risparmiatori di minoranza dell'ex Banca Mediterranea del sud Italia costretto a confluire nel 2000 in Banca di Roma/Capitalia, a sua volta assorbita nel 2007 da Unicredit)

Gruppo di Minoranza ex Banca Mediterranea (in Unicredit)
via Velletri, 21 - 00198 Roma
Fax 068547662 Tel. 068841898 (Cellulare 3206232545)

TEXTE TRADUIT EN ALLEMAND

SEGUE TRADUZIONE MAIL IN TEDESCO

NACHFOLGEND DIE DEUTSCHE ÜBERSETZUNG

Sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Frau Sekretärin,

wir übermitteln im Word-Format den schriftlichen Beitrag von Elman Rosania (*Vertreter der Gruppe von Minderheitsgesellschaftern bzw. Sparern der Ex Banca Mediterranea aus Süditalien. Diese Gruppe von Anteilseignern wurde durch systemischen Zwang dazu veranlasst, ihre Anteile 2000 in die Bank Roma/Capitalia einfließen zu lassen, die ihrerseits wieder 2007 von Unicredit eingegliedert wurde.*) in französischer Sprache (mit einigen stilistischen Überarbeitungen), welcher nach mündlichem Vortrag beim Vorsitz der Aktionärsversammlung vom 23. Mai 2017 in Paris hinterlegt und dessen vollkommene Aufnahme ins Protokoll der Aktionärsversammlung beantragt wurde.

Im PDF-Format übermitteln wir zudem zwei Anlagen als integrierenden Bestandteil des vorgenannten Beitrags von Elman Rosania. Diese Anlagen wurden ebenfalls bereits beim Vorsitz der Aktionärsversammlung der BNP Paribas hinterlegt:

- (Betrifft die zweite Fragestellung des Beitrags) Liste der Beteiligungen an der italienischen Notenbank „Banca d'Italia“, veröffentlicht auf der offiziellen Website derselben mit Stand vom 1. Januar 2016, aktualisiert am 18. Februar bei Anstieg der Teilnehmerzahl von 64 auf 114,
- (Betrifft die fünfte Fragestellung des Beitrags) Presseartikel vom 9. Mai 2015, Seiten 18/19 des italienischen (Basilicata) Wochenblattes „Controsenso“ welcher zum dritten Jahresbericht mit dem Titel «*I Lucani sulla Catastrofe all'Unicredit*» veröffentlicht wurde (dieser Artikel wurde auch im Rahmen der Aktionärsversammlung der UniCredit vom 13. Mai 2015 in Rom nach Genehmigung von Seiten des Präsidenten, Giuseppe Vita an die Aktionäre verteilt). Der Presseartikel beinhaltet einen schematischen Überblick über die wichtigsten Geschäftszahlen der sechsjährigen Verwaltungsperiode der UniCredit-Gruppe von 2008 bis 2013. Auch die BNP Paribas sowie die übrigen französischen und europäischen Banken sind angehalten in der Berichterstattung ihren den Aktionären und der Öffentlichkeit einen vergleichbaren und einfachen Zahlenüberblick zu verschaffen (dazu wurden bereits viele Bankenvorstände im Rahmen der Aktionärsversammlungen aufgefordert: die Deutsche Bank, Aktionärsversammlung vom 19. Mai 2016 in Frankfurt, die UBS am 10. Mai 2016; aber auch viele andere italienische Banken: Unicredit, Intesa Sanpaolo, Monte dei Paschi di Siena, Banco Popolare, Ubi Banca, Banca Popolare dell'Emilia Romagna, Banca Popolare di Milano, Credem, Banca Popolare di Sondrio, Carige)

Im Folgenden ist zur einfachen Lektüre der schriftliche Beitrag von Elman Rosania in französischer Sprache abgefasst. Rosania hat diesen am 23. Mai 2017 in Paris im Rahmen der Aktionärsversammlung der BNP Paribas um ca. 12:00 Uhr mündlich vorgetragen.

«« Sehr geehrter Herr Präsident, **O M I S S I S** »».

Mit dieser E-Mail übermitteln wir zudem das **Original-Protokoll in englischer Sprache, der parlamentarischen Debatte vom 20. November 2014 des englischen Parlaments zum Thema „Geldschöpfung aus dem Nichts durch die privaten Banken“**. Dabei wird erörtert ob dieses entscheidende Rechts der Geldschöpfung ausschließlich der englischen Regierung oder der englischen Notenbank zuerkannt werden soll. Dies war ebenfalls Hauptgegenstand (*première question*) des vorangehend abgefassten Beitrags von Elman Rosania in der Aktionärsversammlung der BNP Paribas zum Jahresabschluss 2016.

Aus folgenden Gründen war Elman Rosania gezwungen gegen sämtliche Resolutionen der Aktionärsversammlung in Paris, welche von den Vorständen vorgeschlagen wurden zu stimmen: Die Führung der BNP Paribas ist nicht auf die vorangehend angeführten Fragen 1/4/5 eingegangen. Die Fragen 2 und 3 wurden von Philippe Bordenave (Directeur Général délégué BNP Paribas) nur generisch und unzureichend beantwortet. Wir ersuchen daher, dass diese fünf Fragen von den Vorständen der BNP Paribas in jedem Fall schriftlich beantwortet werden.

In gleicher Weise ersuchen wir die geschätzten Herrschaften die Debatte der Aktionärsversammlung vom 23. Mai 2017 der BNP Paribas möglichst vollständig ins Protokoll aufzunehmen (mit Anführung der Namen der Aktionäre, welche das Wort ergriffen haben). Die Zusammenfassung des vorangehenden Protokolls der Aktionärsversammlung vom 26. Mai 2016

war lückenhaft. Die Informationsversorgung von Seiten der Unternehmensspitze ist in punkto Transparenz und Umfang somit stark beeinträchtigt.

Des Weiteren, immer aus Gründen einer effektiven Transparenz, ersuchen wir den Vorstand der BNP Paribas die Videoaufzeichnungen der letzten Aktionärsversammlung vom 23. Mai 2017 auf der Website der Bank zu veröffentlichen. Dabei soll auch die mündliche Diskussion der Aktionäre inkludiert werden, welche darüber hinaus live übertragen wurde.

Auf der Grundlage des vorangehenden Schriftverkehrs zum Thema wird auch das vorliegende Schriftstück weitergeleitet:

- an die entsprechenden französischen, europäischen, italienischen, schweizerischen Aufsichtsbehörden, an die Vorstände der wichtigsten italienischen Banken (Unicredit, Intesa Sanpaolo, etc.),
- an die Deutsche Bank und die UBS (an dessen Aktionärsversammlung wir im Jahr 2016 mittels Bevollmächtigung von Seiten der Aktionäre Ex Banca Mediterranea aus Süditalien teilgenommen haben),
- an die Spitze der staatlichen Institutionen Italiens (Parlament, Regierung oberste Gerichtshof) mit dem Vorbehalt das Dokument auch an die entsprechenden französischen Autoritäten und (sobald die Übersetzung ins Deutsche vorliegt) an jene in Deutschland und Österreich weiterzuleiten.

Wir hoffen, dass die Aktionärsminderheitsgruppe aus Süditalien es geschafft hat der BNP Paribas nützliche Ansätze für „gerechte“ Entwicklungen im delikaten „Banken- und Finanzsektor“ zu liefern.

Folgende Dokumente werden beigelegt:

1. schriftlicher Beitrag von Elman Rosania in Französisch (mit originaler Version im Italienischen) bei der Aktionärsversammlung der BNP Paribas zum Jahresabschluss 2016, abgehalten am 23. Mai 2017 Paris;
2. Liste der Beteiligungen an der italienischen Notenbank „Banca d'Italia“, veröffentlicht auf der offiziellen Website derselben mit Stand vom 1. Januar 2016, aktualisiert am 18. Februar bei Anstieg der Teilnehmerzahl von 64 auf 114;
3. Presseartikel vom 9. Mai 2015, Seiten 18/19 des italienischen (Basilicata) Wochenblattes „Controsenso“ welcher zum dritten Jahresbericht mit dem Titel «*I Lucani sulla Catastrofe all'Unicredit*»;
4. Protokoll der parlamentarischen Debatte vom 20. November 2014 des englischen „House of Commons“ zum Thema „Geldschöpfung aus dem Nichts durch die privaten Banken“;
5. E-Mail vom 13. Juni 2016 der Aktionärsminderheit der Ex-Banca Mediterranea (heute Unicredit) an Paul Achleitner (Präsident der Deutschen Bank) und an andere hinsichtlich der Jahreshauptversammlung vom 19. Mai 2016 in Frankfurt (Deutschland);
6. Foto von der Aktionärsversammlung der BNP Paribas vom 23. Mai 2017 in Paris.

Mit den besten Grüßen,

Saverio Telesca

(Vertreter der Gruppe von Minderheitsgesellschaftern bzw. Sparern der Ex Banca Mediterranea aus Süditalien. Diese Gruppe von Anteilseignern wurde durch systemischen Zwang dazu veranlasst, ihre Anteile 2000 in die Bank Roma/Capitalia einfließen zu lassen, die ihrerseits wieder 2007 von Unicredit eingegliedert wurde)

Gruppe der aktionärsminderheit der Ex-Banca Mediterranea (heute eingegliedert in die Unicredit)

Anschrift Velletri, 21 - 00198 Rom

Fa x 068547662 Tel. 06 8841898 (Mobil 3206232545)

ALLEGATO 2



BNP PARIBAS

ASSEMBLEE
GENERALE
MIXTE

23 Mai

2017

Procès-verbal

BNP PARIBAS
Société Anonyme au capital de 2 494 005 306 euros
Siège Social : 16, boulevard des Italiens - 75009 PARIS
662 042 449 R.C.S PARIS

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES
DU 23 MAI 2017**

L'an deux mille dix-sept, le vingt-trois mai, à dix heures, les actionnaires de BNP Paribas se sont réunis en Assemblée générale mixte au Palais des Congrès, 2, place de la Porte Maillot, à Paris 17^{ème}, suivant avis préalable de réunion inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) du 6 mars 2017, et avis de convocation inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 7 avril 2017 et le Journal Spécial des Sociétés daté du 8 avril 2017 également publiés sur le site internet de la Banque.

FORMALITES D'OUVERTURE DE L'ASSEMBLEE GENERALE

M. Jean Lemierre, Président

M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration, déclare la séance ouverte.

Le Président procède aux formalités d'ouverture de l'Assemblée. Il indique qu'en raison de la présence de personnes n'ayant pas la qualité d'actionnaire, l'Assemblée Générale revêt le caractère d'une réunion publique et que les débats feront l'objet d'un enregistrement intégral, sous le contrôle de deux huissiers de justice près la Cour d'Appel de Paris.

M. Jean Lemierre informe les actionnaires que, sauf événements actuellement imprévisibles, l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017 se tiendra le jeudi 24 mai 2018 au Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli, à Paris (1^{er} arrondissement). Il décrit les principales modalités du déroulement de la séance et rappelle que le « Document de référence et rapport financier annuel 2016 » (Document de référence) a été proposé à chaque membre de l'Assemblée, au moment de l'émargement de la feuille de présence, puis lors de l'entrée en séance. Des exemplaires de ce Document de référence sont, à tout moment, à la disposition des participants.

Il procède ensuite à la constitution du bureau de l'Assemblée. M. Jean Lemierre, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, préside l'Assemblée conformément à l'article 18 des statuts. Monsieur Koen van Loo, représentant la Société Fédérale de Participations et d'Investissement (SFPI), et Monsieur Michel le Mouél, Président du Conseil de Surveillance du FCPE Actionnariat Monde, qui tant par eux-mêmes que comme mandataires représentent le plus grand nombre d'actions, sont appelés comme scrutateurs et acceptent cette fonction. Madame Catherine Olivier est désignée comme Secrétaire.

M. Damien Leurent représentant la société Deloitte & Associés, M. Etienne Boris représentant la société PriceWaterhouseCoopers Audit ainsi que M. Hervé Hélias représentant la société Mazars, Commissaires aux comptes de BNP Paribas, ont été régulièrement convoqués et sont présents à l'Assemblée.

Le Président fait part à l'Assemblée de la présence à ses côtés de M. Jean-Laurent Bonnafé, Administrateur Directeur Général, de M. Philippe Bordenave, Directeur Général délégué et de MM. Thierry Laborde, Jacques d'Estais et Alain Papiasse, Directeurs Généraux adjoints ainsi que de Mme Laurence Pessez, Responsable de la Délégation Responsabilité Sociale et Environnementale.

Le Président indique que la présente Assemblée nécessite, pour sa partie ordinaire, un quorum du cinquième des 1 247 211 419 actions ayant le droit de vote et, pour sa partie extraordinaire, un quorum du quart calculé sur ce même nombre d'actions. Il constate que la situation provisoire, établie suivant la feuille de présence permet de vérifier que les actionnaires présents et représentés, ainsi que les actionnaires ayant voté par correspondance, possèdent 814 429 826, soit 65,3% des actions ayant le droit de vote. La présente Assemblée, réunie sur première convocation, peut valablement délibérer, le quorum requis par la loi étant supérieur au quart, et a fortiori au cinquième des droits de vote requis par la loi. Le Président ajoute qu'un quorum définitif sera établi avant le vote des résolutions et que l'accueil des participants à la réunion se poursuivra jusqu'à 12 heures afin de permettre aux actionnaires qui auraient été retenus de pouvoir assister et voter à cette Assemblée Générale.

Le Président déclare que la présente Assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions des articles R. 225-66 et suivants du Code de commerce et que les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 dudit Code ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social depuis la convocation de l'Assemblée, ainsi que la liste des actionnaires. Les documents destinés au Comité central d'entreprise lui ont été remis dans les délais légaux.

Le Président dépose sur le bureau et tient à la disposition des membres de l'Assemblée les pièces relatives à la présente séance soit :

- un exemplaire du BALO du 6 mars 2017 dans lequel a été publié l'avis préalable de réunion et un du 15 mars 2017 dans lequel a été publié un avis rectificatif à l'avis de réunion,
- un exemplaire du BALO du 7 avril 2017 et du journal d'annonces légales (Journal Spécial des Sociétés) daté du 8 avril 2017, dans lesquels a été publié l'avis de convocation,
- l'avis de convocation adressé aux actionnaires nominatifs comprenant notamment les différents modes de participation à l'Assemblée Générale, l'ordre du jour, le projet de résolutions et leur présentation, les renseignements concernant les candidats au Conseil d'administration, l'exposé sommaire, le résultat des cinq derniers exercices, la demande d'envoi de documents complémentaires,
- les pouvoirs des actionnaires représentés, ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- la copie de la lettre de convocation adressée aux Commissaires aux comptes,
- les comptes sociaux et les états financiers consolidés,
- les rapports généraux et les rapports spéciaux des Commissaires aux comptes,
- le rapport du Conseil d'administration sur les résolutions de la partie ordinaire de la présente Assemblée,
- le rapport des Commissaires aux comptes sur partie du rapport du Président du Conseil d'administration décrivant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière,
- le rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la réduction de capital social par annulation d'actions achetées,
- un exemplaire certifié conforme des statuts,
- la liste des actionnaires dont les titres sont inscrits au nominatif,
- la feuille de présence certifiée par le bureau,
- la liste des Administrateurs, Directeur Général et Directeurs Généraux délégués en fonction en 2016,
- les renseignements concernant,
 - o M. Jean Lemierre et Mmes Monique Cohen, Daniela Schwarzer, Fields Wicker-Miurin dont il est demandé de renouveler le mandat d'Administrateur,

- o M. Jacques Aschenbroich dont il est demandé de le nommer au Conseil d'administration de la Banque.

RAPPEL DE L'ORDRE DU JOUR

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour publié et qu'il n'y a pas eu de demande d'inscription de point à porter à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale ou de projet de résolution déposé par les actionnaires. Il précise que les sujets étrangers à cet ordre du jour ne pourront pas être traités. Il précise que la feuille de présence, en cours de contrôle, sera déposée incessamment sur le bureau et donne lecture de l'ordre du jour.

I - Au titre de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Rapports du Président du Conseil d'administration, du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Approbation du bilan et du compte de résultat sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Approbation du bilan et du compte de résultat consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- Affectation du résultat et mise en distribution du dividende ;
- Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L225-38 et suivants du Code de commerce ;
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'achat d'actions de la société ;
- Renouvellement du mandat de quatre administrateurs ;
- Nomination d'un administrateur ;
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Président du Conseil d'administration ;
- Vote sur les éléments de la politique de rémunération attribuables au Directeur Général et au Directeur Général délégué ;
- Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration – recommandation du § 26.2 du Code Afep-Medef ;
- Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Jean-Laurent Bonnafé, Directeur Général – recommandation du § 26.2 du Code Afep-Medef ;
- Vote consultatif sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2016 à M. Philippe Bordenave, Directeur Général délégué – recommandation du § 26.2 du Code Afep-Medef ;
- Vote consultatif sur l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice 2016 aux dirigeants effectifs et à certaines catégories de personnel – article L.511-73 du Code monétaire et financier ;

II – Au titre de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
- Autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions ;
- Pouvoirs pour formalités.

Le Président invite M. Philippe Bordenave, Directeur Général délégué à présenter les messages clés de l'année 2016.

OMISSIS

REPONSES DU CONSEIL AUX QUESTIONS ECRITES DES ACTIONNAIRES

M. Jean Lemierre, Président du Conseil d'administration

Le Président donne lecture au nom du Conseil d'administration des réponses apportées par celui-ci aux questions posées par écrit préalablement à la présente Assemblée. Il précise que ces réponses seront adressées par lettre aux auteurs respectifs des correspondances reçues, chacune formulant une ou plusieurs questions.

Le Président donne lecture des questions écrites des actionnaires et des réponses apportées par le Conseil d'administration.

Correspondance n°1 :

Correspondance adressée par M. Sébastien Groyer, d'Equinomy

Question :

Vous organisez chaque année une Assemblée Générale des actionnaires qui valide la gestion de l'année passée de l'Entreprise, mais surtout désigne des membres du Conseil de façon régulière. Pourquoi ne pas demander également à vos clients de se prononcer sur la nomination de ces membres du Conseil ? Il serait tout à fait légitime qu'ils se prononcent sur ce sujet dans un but de défense de leur intérêt par ce biais d'équilibre des pouvoirs (...) Air France a communiqué l'an dernier sur l'existence d'un fauteuil rouge au sein de son Conseil d'Administration, fauteuil malheureusement vide représentant le client. Cette idée sera-t-elle mise en place prochainement dans votre Conseil ? Encore mieux, comptez-vous le remplir par un représentant de vos clients ?

Réponse :

Le Conseil d'administration partage votre opinion quant à l'attention constante qui doit être portée à l'ensemble de nos clients. Ceux-ci sont en effet au cœur des préoccupations du Conseil, déterminent les orientations stratégiques de la banque. Le Conseil procède donc à l'analyse des comportements des clients et est à l'écoute de leurs attentes. Le plan 2020 reflète cette approche, tant dans la définition des produits et services que la transformation digitale de la banque.

BNP Paribas s'attache de plus, dans le but d'accroître son fonds de commerce, à faire de ses clients des prescripteurs et généralise un outil de mesure de leur satisfaction, Net Promotor Score.

Pour autant, la raison d'être d'un Conseil d'administration est de représenter les actionnaires d'une société dont il est le mandataire, instance de nature collégiale agissant dans l'intérêt social de

l'Entreprise. Ainsi, ni la représentation de parties prenantes autres que les actionnaires et salariés comme la loi le prévoit, ni leur participation au processus électif ne seraient conformes aux recommandations du Code Afep-Medef auquel se réfère BNP Paribas. Votre proposition présente aussi la difficulté de l'identification d'un tel corps électoral, la banque exerçant son activité dans plusieurs dizaines de métiers, dans une centaine de pays, au service de plusieurs dizaines de millions de relations. Le nombre de voix attribuées pour chaque électeur ne pourrait également être déterminé de manière simple, claire et transparente. Rappelons en effet que si c'est l'actionnaire qui exerce le droit de vote, c'est à l'action que celui-ci est attaché.

Correspondance n°2 :

Question :

Correspondance adressée par M. Nicolas Gottry, Président de l'Ipac (Initiative pour un Actionariat Citoyen)

Notre groupe a prévu une exposition de 15 milliards d'euros dans les énergies renouvelables en 2020, soit 30% de son mix électrique. Cet engagement va dans le sens de l'histoire. Vous avez d'ailleurs apporté des précisions sur ce point à une question que nous avons posée lors de l'Assemblée Générale de 2016. L'histoire s'accélère encore. L'Energy transmission commission par exemple estime qu'il est possible et souhaitable pour répondre aux ambitions de l'Accord de Paris, de porter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique mondial à 80% d'ici 2040. Afin que le Groupe figure parmi les leaders dans ce domaine et qu'il réponde aux souhaits exprimés par les investisseurs de disposer d'une visibilité à long terme sur les stratégies des entreprises, pourriez-vous indiquer aux actionnaires vos objectifs, prévisions et projections en termes de part d'énergies renouvelables dans le mix électrique financé par le Groupe aux échéances suivantes : 2025, 2030 et 2040 ?

Réponse :

En 2016, comme depuis 2014, dans le cadre de la mesure de ces émissions indirectes, le Groupe a calculé le mix électrique qu'il finance en se fondant sur le mix de production des clients producteurs d'électricité : avec 55,7% de sources fossiles, le mix électrique financé par BNP Paribas a une empreinte carbone moindre que celle du mix mondial reposant en 2014, selon l'Accord international pour l'environnement (AIE), sur 66,7% de fossiles et 22,6% d'énergies renouvelables.

Le contenu de carbone du kilowattheure financé par le Groupe est de 395 grammes de CO₂ contre une moyenne mondiale de 515 grammes en 2014. En cohérence avec l'accord de Paris, BNP Paribas fonde ses engagements de référence à 2 degrés. BNP Paribas s'est ainsi engagée à ce que le contenu carbone du kilowattheure (kWh) qu'il finance décroisse aussi rapidement que la moyenne du monde, selon l'AIE, pour limiter le réchauffement à deux degrés, soit une réduction de 85% entre 2014 et 2040. À cette fin, le mix électrique financé par le Groupe doit suivre le même type de trajectoire que celle de l'AIE décrite dans le scénario 2 degrés du dernier World Energy Outlook (WEO), dans lequel la part des renouvelables passe de 35% en 2025 avoisine les 65% en 2040.

SYNTHESE DES ECHANGES AVEC LES ACTIONNAIRES

Le Président ouvre le débat et répond avec les membres de la Direction Générale aux questions orales et écrites posées en séance notamment sur :

- 1- Digitalisation et externalisation des postes vers l'étranger – Conséquences sociales en France

Thierry Laborde précise que BNP Paribas sait faire face en France à l'adaptation des réseaux tout en respectant l'engagement du Pacte social, c'est-à-dire une adaptation sans départ contraint. La Banque a un turn-over naturel suffisant pour gérer sereinement cette évolution.

2- Soutien à l'économie française

Thierry Laborde souligne l'importance du soutien de la Banque au financement de l'économie réelle, créatrice d'emplois. La dynamique du début de l'année 2017 est importante. La demande de crédit a progressé et notamment celle relative au financement des investissements des entreprises en France.

3- Amende payée aux autorités américaines en 2014

Jean Lemierre rappelle que cette amende a été payée pour des faits très largement évoqués lors des Assemblées Générales de 2015 et de 2016, et particulièrement en 2015. Jean-Laurent Bonnafé a fait le point sur le plan de remédiation lors de sa présentation : les travaux ont porté sur l'ensemble des activités et des métiers. Ce plan est régulièrement contrôlé et audité par les autorités américaines.

4- Ratio d'équité

Philippe Bordenave précise que le ratio d'équité est de 1 à 73 en France.

5- Projet de séparation des banques d'investissement des banques de dépôt aux Etats-Unis

Jean-Laurent Bonnafé évoque l'objectif de séparation des banques d'investissement des banques de dépôt aux Etats-Unis qui peut être perçu, pour l'instant, plus comme une idée qu'un projet et qui ne connaît pas de développement pour l'instant. Le « Glass Steagall Act » séparait les banques d'investissement des banques de détail. Il prévoyait que la société holding d'une banque américaine ne peut être propriétaire à la fois d'une banque de dépôt et d'une banque d'investissement. En outre, une banque de dépôt ne pouvait pas prêter à une banque d'investissement. Le premier niveau du « Glass Steagall Act » a été abandonné. En revanche, le second niveau est maintenu. Même au sein d'un groupe bancaire universel comme JP Morgan, la banque de dépôt ne peut pas financer la banque d'investissement. BNP Paribas n'a pas fait d'hypothèse sur une évolution de la réglementation américaine.

6- Versement d'un dividende intérimaire - Impact sur les ratios

Jean-Laurent Bonnafé indique que cette question du dividende intérimaire est également posée par certains analystes financiers.

Il souligne que le versement d'un dividende intérimaire n'est pas un sujet de ratio. BNP Paribas provisionne le dividende au fil de chaque trimestre. Lorsque la Banque annonce que son ratio Core Tier one est de 10,6% à la fin du premier trimestre, elle tient compte de la distribution de 50% du résultat du premier trimestre.

La mesure de la réussite d'un exercice s'appuie sur l'examen des comptes de fin de l'année. La rémunération variable des collaborateurs comme le montant du dividende dépend de la qualité des résultats de l'exercice. Le versement de dividendes intérimaires anticipe par définition un résultat final non connu. Jean-Laurent Bonnafé indique que le Conseil d'administration pense que ce n'est pas une très bonne formule. La proposition de porter le taux de distribution de 45 à 50% manifeste plus clairement la confiance du Conseil dans la qualité des résultats de BNP Paribas.

7- Cyberattaques

Jean-Laurent Bonnafé rappelle que l'industrie bancaire, comme l'ensemble des industries, fait l'objet de cyberattaques quotidiennes. Pour le moment, compte tenu des défenses dont BNP Paribas dispose,

ces agressions n'ont que peu d'impacts. Cependant, les attaques en mutant changent de nature et d'ampleur : elles font appel à des technologies de plus en plus sophistiquées. Il convient donc de continuer à s'en prémunir : des investissements importants dans les différents domaines de la cyber sécurité sont ainsi prévus pour plusieurs centaines de millions d'euros dans le plan 2020.

8- Accès au Cercle des actionnaires de BNP Paribas

Jean Lemierre informe que l'accès aux activités proposées par le Cercle pour les actionnaires qui n'ont pas internet sera examiné.

9- Etats financiers (mode de comptabilisation) - Participation de BNP Paribas au capital de la Banque d'Italie - Implantations au Delaware (Etats-Unis)

A la demande expresse d'un actionnaire italien, Jean Lemierre précise que les questions posées par cet actionnaire figureront en annexe au présent procès-verbal ainsi qu'il a été demandé.

La première question qui porte sur le mode de comptabilisation de certaines opérations (« argent virtuel scriptural ») dans les états financiers 2016, Jean Lemierre précise qu'une réponse écrite sera apportée ultérieurement à l'actionnaire.

A la seconde question, Philippe Bordenave rappelle que la Banque d'Italie est actionnaire des grandes banques de la place italienne. Contrairement à d'autres pays, BNP Paribas est actionnaire de la Banque d'Italie par sa filiale italienne. Cette position a vocation à durer.

Philippe Bordenave précise ensuite que les implantations de BNP Paribas au Delaware sont imposées dans d'autres Etats américains (objet de la troisième et dernière question). Elles sont enregistrées au Delaware, mais paient leurs impôts normalement aux États-Unis.

10- Réalité augmentée et intelligence artificielle

Thierry Laborde explique que BNP Paribas prend des initiatives disruptives comme elle l'a démontré dans quelques acquisitions au début de l'année 2017. Elle travaille dans les domaines de « réalité augmentée » et de l'intelligence artificielle afin de proposer une meilleure offre au client en fonction de ses données, d'améliorer les outils de détection de la fraude, etc. De nombreuses innovations sont utilisées autour de la 3D et de la « réalité augmentée ». A titre d'exemple, au sein de BNP Paribas Real Estate, à l'occasion de l'acquisition d'un bien, un client peut identifier l'ensemble des options d'aménagements possibles.

11- Taux négatifs – Participation en Chine (Banque de Nankin)

Philippe Bordenave confirme que la faiblesse des taux voire l'existence de taux négatifs n'est pas une situation optimum pour une banque de dépôt. BNP Paribas s'adapte à la situation en tenant compte de la situation de marché et des impacts sur la clientèle. Dans la banque de détail, elle tente de conserver des taux positifs ou nuls et ne pratique pas de taux négatifs sur les dépôts de ses clients. A l'égard de la grande clientèle et des investisseurs institutionnels importants, la Banque s'aligne sur les prix de marché. Il lui arrive de faire payer les dépôts des institutionnels à l'image des taux négatifs qui sont appliqués à ses propres dépôts en Banque centrale.

BNP Paribas est actionnaire de la Banque de Nankin et participe ainsi au développement de la Chine. Il n'y a pas à ce jour de préoccupation particulière.

12- Nouvelles technologies (blockchain) - Nouveaux acteurs internet

Jean-Laurent Bonnafé précise que ces problématiques sont la base même du plan 2020 présenté. La banque investit 3 milliards d'euros pour continuer de se développer, résister aux nouveaux entrants et tirer le profit des nouvelles technologies.

O M I S S I S

Le Président constate que l'ordre du jour est épuisé et que plus personne ne demande la parole. Il remercie les actionnaires de leur présence et lève la séance à 13h10.

Les scrutateurs

Le Président

Koen van LOO
SFPI

Jean Lemierre

Le Secrétaire

Michel LE MOUËL
FCPE Actionnariat Monde

Catherine OLIVIER

9 Maggio 2015



I LUCANI SULLA CATASTROFE ALL'UNICREDIT

TERZO RAPPORTO - Il gruppo dei soci risparmiatori di minoranza dell'ex Banca Mediterranea del sud Italia, "costretto" a confluire nel 2007 in Unicredit, ha rilevato all'assemblea degli azionisti dello scorso anno 2014 che nel sessennio 2008-2013 il Gruppo Unicredit **ha vanificato 100,5 miliardi di euro** tra rettifiche per svalutazione di crediti (48,2 md), avviamenti (17,8 md), immobilizzazioni materiali/immateriali (7,3 md) e cancellazioni (27,1 md), escludendo 18,5 miliardi di euro di aumenti di capitale e altri conferimenti apportati dagli azionisti.

Nell'apposito studio svolto dal gruppo meridionale dell'ex Banca Mediterranea, in base ai dati ufficiali dei bilanci 2008-2013 di Unicredit (raccolti nello schema/prospetto sintetico di due fogli pubblicato a fianco alla pagina 19 e comunque proposto anche nelle assemblee degli azionisti di Intesa, Monte dei Paschi, Ubi, Mediobanca, Credem quale atto tipo da usare nei voluminosi testi dei bilanci bancari annuali, per facilitarne l'informativa pubblica), risulta tra l'altro che il Gruppo Unicredit ha diminuito i prestiti alla clientela da 612,4 a 503,1 miliardi di euro; la raccolta da 591,2 a 571 miliardi di euro; l'attivo da 1.045,6 a 845,8 miliardi di euro; il personale da 174.519 a 147.864 unità; le filiali da 10.251 a 8.954; il valore del titolo/azione da 57,74 euro (07.01.2008) a 5,63 euro (21.10.2013), avendo toccato il picco massimo di 76,65 euro (26.04.2007) e la recente quotazione di 6,46 euro (07.05.2015).

Nel sessennio 2008-2013 il Gruppo Unicredit ha inoltre aumentato da 22 a 31 le società partecipate con sede in località *off shore* e da 8 a 11 quelle aventi sede in Lussemburgo, nonché i dirigenti sono saliti da 2.345 a 2.761.

I dati del sessennio 2008-2013 potranno essere aggiornati con quelli del bilancio annuale al 31.12.2014 che sarà discusso nel tradizionale appuntamento assembleare annuale degli azionisti Unicredit a Roma e fissato per il prossimo 13.05.2015.

di Michele Imperioli

Nel 2012 e 2013 il settimanale Controsenso ha svolto due distinti rapporti informativi sulla posizione assunta nelle diverse assemblee degli azionisti Unicredit dal gruppo di minoranza proveniente dall'ex controllata Banca Mediterranea del sud Italia, guidato da Elman Rosania. Il gruppo meridionale è ormai impegnato da quindici anni in una complessa vertenza per ottenere il risarcimento dei danni patiti dalla contestata ed "ingiusta" fusione per incorporazione della stessa Mediterranea varata a maggioranza nel 2000 ed è stato "costretto" a confluire nel 2000 in Banca di Roma/Capitalia, assorbita a sua volta nel 2007 da Unicredit. In vista della prossima assemblea degli azionisti Unicredit convocata il 13.05.2015 a Roma per esaminare ed approvare il bilancio annuale di esercizio al 31.12.2014, il settimanale lucano Controsenso ha ritenuto utile dare informativa su quanto discusso e documentato dal gruppo di minoranza dell'ex Banca Mediterranea alla passata assise di Unicredit di maggio 2014, in merito al precedente bilancio d'esercizio 2013 che, per prassi sistemica, sarà oggetto di confronto nell'assemblea del primo gruppo bancario italiano (per attivo) la prossima settimana a Roma.

Alla passata assemblea degli azionisti Unicredit del maggio 2014 è intervenuto Elman Rosania, rappresentante del gruppo dei soci risparmiatori di minoranza dell'ex Banca Mediterranea. A lui si sono uniti il deputato italiano Carlo Sibilia, quale delegato del socio lucano Donato De Bonis (dopo avere Sibilia richiesto delega in base all'invito rivolto da Saverio Telesca, socio lucano dell'ex Banca Mediterranea, con e-posta dell'01.04.2014 inviata ai Capigruppi parlamentari di Camera e Senato e poi rinnovata l'01.06.2014 per l'assemblea dei soci di risparmio Unicredit del 06.06.2014 a Milano, cfr. stralcio e-posta 01.06.2014 in fondo a questa pagina 18), nonché Alfredo Sonnessa, altro socio del gruppo di minoranza dell'ex Banca Mediterranea.

Come risulta dal verbale ufficiale, dopo avere sollevato la questione sull'inopportunità di nominare il notaio Salvatore Mariconda a Segretario dell'assise nella parte ordinaria, Elman Rosania ha in primo luogo proposto ai vertici e dirigenti di Unicredit di inserire nei volumi dei bilanci annuali uno **schema-prospetto sintetico composto di due sole pagine contenenti le voci più significative delle risultanze gestionali pluriennali**, come quello redatto per il sessennio Unicredit 2008-2013 dal suo gruppo di minoranza e già depositato il 30.04.2014 presso la nuova sede della Direzione Generale Unicredit a Milano, in allegato alla lettera/istanza di validazione dei relativi dati inviata al Presidente di Unicredit Giuseppe Vita, all'Amministratore Delegato Federico Ghizzoni, al Governatore della Banca D'Italia Ignazio Visco e al Presidente della Consob Giu-

seppe Vegas (schema-prospetto che viene riportato a fianco nella pagina 19).

A favore della proposta si è pronunciato anche Carlo Sibilia, il quale nel suo intervento in assemblea ha apprezzato l'iniziativa della minoranza meridionale «per facilitare l'informativa al pubblico e ai risparmiatori» e per semplificare l'accesso ai voluminosi testi dei bilanci delle banche «che, ad esempio, nel caso del 1° Gruppo bancario italiano Unicredit viene raccolta nei distinti volumi di bilancio annuale di oltre 500 pagine cadauno, pesante più di 2 Kg e avente circa 350 prospetti»; e, visionando i dati del citato schema-prospetto sintetico, Sibilia ha tra l'altro rilevato che il Gruppo Unicredit ha vanificato 100,5 miliardi di euro nel sessennio 2008-2013, considerando le rettifiche per svalutazione di crediti (48,2 md), avviamenti (17,8 md), immobilizzazioni materiali/immateriali (7,3 md) e le cancellazioni (27,1 md), esclusi 18,5 miliardi di euro di aumenti di capitale e altri conferimenti apportati dagli azionisti. Facendo riferimento allo stesso schema-prospetto del sessennio gestionale, Elman Rosania ha constatato che il Gruppo Unicredit ha diminuito: i crediti alla clientela da 612,4 miliardi di euro a 503,1 miliardi di euro (-109,3 mld di euro), l'attivo da 1.045,6 miliardi di euro a 845,8 miliardi di euro (-199,8 mld di euro), le filiali da 10.251 a 8.954 (-1.297 sportelli), il personale dipendente da 174.519 a 147.864 unità (-26.655 unità che hanno riguardato i soli livelli inferiori, mentre i dirigenti sono invece aumentati nel sessennio da 2.345 a 2.761 unità); inoltre il valore del titolo in Borsa è sceso da 56,75 euro

(valore post accorpamento 2011) a 6,82 euro (-49,93 euro pari alla perdita di valore dell'88% nel sessennio) ed i cd. "Grandi Rischi" per soli sei clienti si sono attestati a 92,9 miliardi di euro.

DOMANDE DI ROSANIA

Sono state poi formulate da Elman Rosania ai vertici di Unicredit un cd. **"Primo gruppo di domande"**: - sul sostanziale fallimento dei processi tecnico-politico di "forti e selvagge concentrazioni bancarie" avviato negli anni '90 ed attuato nel medio/lungo periodo (con l'assorbimento anche dell'ex controllata Banca Mediterranea del sud Italia), al fine di favorire le maggiori banche nazionali; - sul fondamento delle notizie di costituzione di una "banca dedicata" dove far confluire altre rilevanti partite tossico-irrecuperabili del bilancio di Unicredit per circa 87 miliardi di euro e di Intesa Sanpaolo per circa 47 miliardi di euro, - sul rilascio della documentazione di bilancio soprattutto delle 31 società partecipate estere aventi sede in località *off shore* e delle altre 11 partecipate in Lussemburgo (oggetto dell'e-posta del socio Saverio Telesca inviata il 06.05.2014 al Presidente di Unicredit, all'Amministratore Delegato, al Governatore della Banca D'Italia e al Presidente della Consob).

Elman Rosania ha poi formulato ai vertici di Unicredit un cd. **"Secondo e Terzo gruppo"** di domande: - sulla finalità delle 31 partecipazioni societarie di Unicredit aventi sede in località *off shore*; - sulla nazionalità dei sei clienti affidati da Unicredit nei "Grandi Rischi" per complessivi 92,7 miliardi di euro; - sull'incidenza delle posizioni dei Grandi Rischi nelle rettifiche ed accantonamenti effettuati nell'esercizio in esame; - sull'ammontare sia dei titoli dello Stato Italiano e di altri

Stati detenuti dal Gruppo Unicredit, sia delle entità e dei valori nozionali di derivati speculativi e di copertura; - sull'ammontare di finanziamenti ricevuti dalla Bce e da restituire; - sulla quota di partecipazione di Unicredit nel capitale dell'Autorità di controllo della Banca d'Italia.

Rosania ha chiesto di conoscere la posizione assunta dai vertici di Unicredit sul perché di recente il mercato e la Borsa hanno premiato le peggiori gestioni bancarie, attribuendo, ad esempio, l'aumento del 6,21% al titolo Unicredit, quando i suoi stessi vertici (dopo avere bloccato per circa 50 giorni il confronto con la stampa nazionale) annunciavano l'11.03.2014 **perdite per circa 14 miliardi di euro e tagli di altri circa 8.500 dipendenti**, secondo le precisazioni fornite in assemblea anche dall'Amministratore Delegato Federico Ghizzoni, peraltro premiato con l'aumento degli emolumenti da 2.996.000 euro a 3.698.000 euro, cioè con 702.000 euro in più rispetto al positivo esercizio 2012.

Elman Rosania ha concluso il suo intervento, formulando domanda ai vertici di Unicredit sulla vendita della banca kazaka e segnalando che nell'assemblea degli azionisti del Monte dei Paschi di Siena del 29.04.2014 il Presidente Alessandro Profumo (AD Unicredit all'epoca dell'operazione kazaka) non aveva fornito risposta compiuta alla specifica domanda postagli dal gruppo degli azionisti di minoranza dell'ex Banca Mediterranea, presente a Siena per la quarta volta in preminentemente veste osservativa.

RISPOSTE DELL'AD GHIZZONI

L'Amministratore Delegato Federico Ghizzoni ha fornito risposte a diverse domande e si riportano come trascritte nel verbale ufficiale assembleare. «... Riprende la parola l'Amministra-

tore Delegato il quale, con riferimento alla richiesta formulata dal signor ROSANIA riguardo alle operazioni di concentrazione avvenute negli anni Novanta, fa presente che l'aggregazione del mercato bancario italiano in tali anni ha permesso di realizzare importanti economie di scala sul fronte investimenti e sinergie nella rete distributiva, che hanno aumentato l'efficienza del sistema e creato valore per gli azionisti: non si possono quindi valutare tali operazioni sui dati contabili di un singolo esercizio.

Per quanto concerne la costituzione di una «bad bank» tra UniCredit e Intesa Sanpaolo richiama la risposta già fornita in argomento, precisando che la cifra menzionata è in ogni caso non esatta.

Riguardo al richiamo del signor Rosania ad una pregressa richiesta del socio Telesca, riprende quanto precisato con apposita comunicazione trasmessa nei giorni precedenti allo stesso socio e cioè che le informazioni contabili e di bilancio, conformi alle vigenti disposizioni normative e regolamentari, sono a disposizione dei soci, anche ai fini dei riscontri cui questi ritengano di procedere.

Con riguardo alle domande circa alcune società ritenute «off-shore», l'Amministratore Delegato richiama quanto risposto al signor Sibilia, precisando altresì che non è prassi della Banca fornire in sede assembleare commenti su temi specifici di business. In merito alle posizioni catalogate come «Grandi Rischi» confluite nella svalutazione di fine anno, ribadito che non vengono fornite informazioni su singoli clienti, fa presente che a pagina 343 del Bilancio, alla voce «Grandi Rischi», è fornita indicazione del valore di bilancio, pari a 92.949 milioni di euro, e del valore ponderato, pari a 1.965 milioni di euro, relativamente alle posizioni di 6 clienti.

Per quanto riguarda le esposizioni sovrane, cioè relative ai titoli obbligazionari emessi dai governi centrali e locali e dagli enti governativi nonché i prestiti erogati agli stessi, escluse le eventuali posizioni detenute tramite ABS, al 31 dicembre 2013, l'Amministratore Delegato informa che il valore di bilancio delle esposizioni della specie rappresentate da «titoli di debito» ammonta a circa 106.085 milioni di euro, di cui l'89% concentrato in otto paesi, tra cui l'Italia con 47.202 milioni di euro corrispondenti al 44% del totale.

Precisa che il valore nozionale dei derivati finanziari OTC esposto nel bilancio di UniCredit S.p.A. ammonta a 764,8 miliardi di euro, a cui sono da aggiungere 10 milioni di euro relativi al valore nozionale dei derivati creditizi, come emerge nel Bilancio di esercizio della banca (in Nota Integrativa - Parte E - Sezione 2.4 degli strumenti derivati, pagine 243-249).

Segnala, poi, che i finanziamenti cosiddetti LTRO (a medio/lungo termine) che il Gruppo ha ricevuto dalla Banca Centrale Europea ammontano attualmente a 16 miliardi di euro, a cui si aggiungono 3 miliardi di euro a fronte di operazioni di rifinanziamento a breve. Relativamente alla partecipazione in Banca d'Italia, l'Amministratore Delegato conferma che UniCredit ne detiene circa il 22,14%.

Conclude sul tema della banca kazaka ATF, confermando che l'acquisto è avvenuto il 21 giugno 2007 per un controvalore di 2,175 miliardi di dollari e che il prezzo complessivo di vendita - finalizzata alcuni mesi fa - è stato di 450 milioni di dollari.

Per quanto riguarda la garanzia, Bank Austria ha sostanzialmente mantenuto la garanzia con ATF esistente; non avendo assunto ulteriori rischi, potrebbe avere solo un vantaggio se il recupero dei crediti in sofferenza fosse migliore delle aspettative.

L'Amministratore Delegato conclude il suo intervento ringraziando per l'attenzione prestatagli».

Si conclude così il terzo "RAPPORTO" sull'assemblea degli azionisti Unicredit di maggio 2014 che assicura continuità informativa (dopo le assisi assembleari 2012/2013) in merito alla posizione assunta dal gruppo dei soci risparmiatori di minoranza dell'ex controllata Banca Mediterranea del sud Italia, coinvolti nella complessa vertenza risarcitoria contro Banca di Roma/Capitalia ed Unicredit a seguito della discussa fusione per incorporazione dell'ex controllata banca meridionale, varata a maggioranza il 26 aprile 2000 a Potenza.

Controsenso ringrazia tutti coloro che hanno reso possibile la realizzazione dell'iniziativa giornalistica e augura di essere riuscito anche questa volta a fornire l'adeguata informazione su temi che - come segnalato nei precedenti due "RAPPORTI" - pur intrisi di alcuni tecnicismi, sono strettamente connessi alla crisi economica e finanziaria che si continua a vivere quotidianamente in Italia, in Europa e nel mondo.



Da: saverio.telesca@alice.it
Inviato il: 1-giu-2014 19.51
<R.BRUNETTA@CAMERA.IT>, <DEGIROLAMO_N@CAMERA.IT>, <DELLAI_L@CAMERA.IT>, <GIORGETTI_G@CAMERA.IT>, <MELONI_G@CAMERA.IT>, <MIGLIORE_G@CAMERA.IT>, <NUTI_R@CAMERA.IT>, <PISICCHIO_G@CAMERA.IT>, <PISICCHIO_G@CAMERA.IT>, <ROMANO_ANDREA@CAMERA.IT>, <SPERANZA_R@CAMERA.IT>, <gianluca.susta@senato.it>, <karl.zeller@senato.it>, <loredana.depetris@senato.it>, <luccio.romano@senato.it>, <luigi.zanda@senato.it>, <mario.ferrara@senato.it>, <massimo.bitonci@senato.it>, <maurizio.sacconi@senato.it>, <paolo.romani@senato.it>, <vincenzo.santangelo@senato.it>
Cc: <sibilia_c@camera.it>
Oggetto: Assemblea soci di risparmio Unicredit, Milano venerdì 6.6.2014 ore 10 (delega per partecipare).

Allegati:
 convocazione ass Unicredit 6.6.'14.pdf (30K)
 All.A Schem Prosp 08-'13.pdf (923K)

Signori Presidenti dei Gruppi Parlamentari di Camera e Senato,

ho ricevuto richiesta da qualche parlamentare interessato a presenziare ed assistere, in qualità di delegato, ai lavori della prossima **assemblea dei soci di risparmio Unicredit** - primo gruppo bancario italiano - **convocata per venerdì 6 giugno 2014 alle ore 10,00 a Milano** in via Fratelli Castiglioni ang. via Don Luigi Sturzo (c/o la sede centrale di Unicredit a Milano di fronte alla stazione di Porta Garibaldi).

Tale richiesta è stata motivata dagli interessati per non aver potuto gli stessi acquistare in Borsa azioni di risparmio Unicredit entro il termine **record date** del 28.5.2014.

L'interesse a partecipare all'assemblea milanese sarebbe stato stimolato anche dalle mie precedenti e-mails inviateVi il 1.4.2014 (avente ad oggetto «partecipazione assemblee 2014 di primarie società per azioni italiane» con riscontro del solo onorevole Giorgetti) e il 19.5.2014 (avente ad oggetto «notizie assemblee soci di Unicredit e Intesa Sanpaolo» con riscontro dei soli senatori De Petris, Sacconi, Santangelo, Zanda) e poi circolate tra i parlamentari.

- O M I S S I S -

Nel restare a disposizione dei **parlamentari interessati**, si invia la presente nota e-mail per conoscenza a Carlo Sibilia, deputato che negli ultimi mesi ha contattato il gruppo minoritario cui appartengo in merito ai temi assembleari bancari, nonché partecipe all'assemblea dei soci Unicredit (di azioni ordinarie) tenuta il 13.5.2014 a Roma.

I più sentiti saluti.

Saverio Telesca (socio di un piccolo gruppo di azionisti/risparmiatori di minoranza confluito in Unicredit)



IL LUCANI SULLA CATASTROFE ALL'UNICREDIT

Schema-Prospetto sintetico del sessennio di gestione Unicredit 2008-2013 che è allegato ai verbali delle assemblee degli azionisti di Monte dei Paschi di Siena (Siena 29.04.2014, lett.“I” atto notaio Mario Zanchi), Credem (Reggio Emilia 30.04.2014, lett.“D” atto notaio Gain Marco Bertacchini), Intesasanpaolo (Torino 08.05.2014, lett.“G” atto notaio Ettore Morone)

UNICREDIT GR. fl. 1 ESERCIZI 2008 - 2013*	Bilancio 2008 Profumo/DeMarchis	pagine bil.'08	Bilancio 2009 Profumo/Natale	pagine bil.'09	Bilancio 2010 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'10	Bilancio 2011 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'11	Bilancio 2012 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'12	Bilancio 2013 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'13	NOTE/ TOTALE 2008-2012
Crediti a clientela (valore b. aum/dim)	md € 612,480	21,28,38,40 +6,5%	564,986	20,26 +0,9%	555,653	26 -1,7%	559,553 (555,946r)	26,28,30,33 +0,7%	547,144 (544,443r)	26,30,33,34 -1,6 (specie lu/Ger)	503,142	26,33,34,41 -7,6	
Raccolta da clientela titoli	md € 591,290	27,28,32,557 388,831r 170,451r	596,396	26 381,623r 214,773r	583,239	26 402,248r 180,990r	561,370 (557,448r)	26,33 398,379 (395,288r) 162,990 (162,160r)	579,965 (578,066r)	26,33,34 409,514 (407,615r) 170,451 (170,451r)	571,024 (-1,2%)	26,33,34 410,930 160,094	
Margine intermediazione (aum/dim)	md € 26,866	12,32,46 -9% (-8,9%)	27,572	20,26 +2,6%	26,347 (26,074r)	26,40 -4,4%	25,200	26,33 -3,4%	25,049 (24,997r)	20,38 +1%	23,973	25,29,33,38,42 -4,1%	
interessi netti ricavi	md € 19,385	32 19,385	17,741	26 17,741	15,721	26,40 -4,4%	15,433 (15,252 r)	26 0,38%	14,285 (13,877r)	26 0,39%	12,990	25 0,39%	
dividendi e altri proventi	md € 7,481 (9,093r)	32 49%	7,780 (7,655r)	26 40%	8,459	26 43%	8,307 (8,048 r)	26 43%	7,793 (7,673r)	26 45%	7,728	25	
commissioni nette ricavi	md € 7,481 (9,093r)	32 49%	7,780 (7,655r)	26 40%	8,459	26 43%	8,307 (8,048 r)	26 43%	7,793 (7,673r)	26 45%	7,728	25	
ricavi Italia	md € 10,174	12	12,248	20,44	10,864 (10,750r)	26,40	9,740 (9,582 r)	26	10,070 (10,181r)	26	9,172 (-9,9%)	26,29,34,533	
Risultato di gestione	md € 10,174	12	12,248	20,44	10,864 (10,750r)	26,40	9,740 (9,582 r)	26	10,070 (10,181r)	26	9,172 (-9,9%)	26,29,34,533	
Totale Attivo	md € 1,045,612	27	928,760	26	929,488	26	926,769 (913,567 r)	26	926,827	26	845,838 (-8,7%)	26,34	
Utile/perdita di gruppo	md € 4,012	29,141,559	1,702	20,44	1,323	26,39	-9,206	48	0,865	20,38,41	-13,965	29,38,43	
Crediti deteriorati	md € 41,782	40	57,634	45	67,356	45	72,531 (69,820 r)	44	79,787 (78,086 r)	39	82,360	39	
incidenza su totale crediti	% 6,59% (cr.637,096)	40	9,69% (cr.594,666)	45	11,44%	45	12,19% (11,84% r)	44	13,62% (13,41%)	39	14,99%	39	
rapporto di copertura no. sofferenze	md € 28,772	40	32,836	45	38,743	45	42,245 (40,414 r)	44	44,8% (45,0%)	39	51,7%	39	
incidenza sul totale dei crediti	% 4,52% (cr.637,096)	40	5,52% (cr.594,666)	45	6,58%	45	7,10% (6,85% r)	44	7,58% (7,41% r)	39	8,66%	39	
rettifiche al nominale crediti	md € 18,308	40	20,144	45	22,39%	45	24,127 (23,110 r)	44	25,017 (24,548r)	39	29,534	39	
in rapporto al nominale	% 63,6%	40	61,3%	45	57,8%	45	57,2% (57,1% r)	44	56,4% (56,9% r)	39	62,1%	39	
no rettifiche al nominale crediti	md € 10,464	40	12,69%	45	16,34%	45	18,118 (17,304 r)	44	19,360 (18,626r)	39	18,058	39	
in rapporto al nominale	% 1,73%	40	2,25%	45	2,94%	45	3,24% (3,11% r)	44	3,54% (3,42%)	39	3,59%	39	
incagli	md € 8,949	40	16,430	45	19,671	45	18,031 (18,735 r)	44	22,516 (22,368 r)	39	25,051	39	
ristrutturati	md € 1,856	40	4,436	45	5,176	45	7,099 (7,250 r)	44	8,036 (7,799 r)	39	6,153	39	
crediti scaduti	md € 2,205	40	3,932	45	3,766	45	4,276 (4,301 r)	44	4,858 (4,745 r)	39	5,564	39	
Rettifiche crediti	md € 3,7	29-559	8,313	29,31,433	6,892	29,44,433	6,024 (5,733 r)	29,40,462	9,613	29,31,482	13,658	29,32,43,527	
Rettifiche avviamenti	md € 0,750 (0,417 Kz)	29 (40)	0	29,31,433	0,362	29,44,433	8,677 (8,203 r)	29,45,268	0,030	29,31,491	7,990	29,38,43	
Rettifiche immob. m/im	md € 1,312	29	1,281	29,31,43,433	1,283 (1,124 r)	29,43,433	1,135 (1,126 r)	29,42,43,462	1,054	29,31,482	1,307	29,40,527,532	
Cancellazioni (xsofferenze)	md € 2,652	362	2,469	281	3,653	281	3,562	291	4,525	299	10,273	334	
Aumenti capitale Soci	md € 3	ass.14.11.'08	4	ass.20.04.'09	=	=	7,5	ass.15.12.'11	=	=	=	=	
Altri conferimenti Soci	md € 3	ass.14.11.'08	4	ass.16.11.'09	=	=	7,5	ass.15.12.'11	=	=	=	=	
Roe (indice redditività)	% 9,5%	12,27,32	3,84% (4% r)	27-34-39	2,7%	27,39	=	=	=	=	=	=	
Core Tier 1 ratio (x redd)	% 6,45%	12,27	7,62%-8,47%	27 aum/post	8,58%	48	8,40%	12,27	10,84%	27,42	9,60%	27	
EPS (indice redditività)	% 0,30 (0,26 r)	27	0,10	27	0,06 (0,64 r)	27	-5,12	27	0,15	27	=	27	
Cost/income ratio (xredd)	% 62,1%	27,32	55,6%	27	58,8%	27,33	61,4% (59,8% r)	27,33,40	61,7% (59,3% r)	27	61,7%	27,33	
EVA (indice redditività)	md € -360 (-252 r)	27	-1,992	27	-2,092	27,47,33	-3,355	27,33,47	-4,057	27,33	-11,303	27,33	
Grandi Rischi (n. clienti)	md € 0	370	0	287	77,064 (n.4)	287	117,726 (n.9)	297	97,422 (n.7)	305	92,949 (n.6)	343	
Valore ponderato	md € 0	370	0	287	13,670	287	22,830	297	10,890	305	1,965	343	
Titolo in Borsa (valore ac.)	€ 56,75 (07.01.'08)	=	7,23 (06.03.'09)	=	18,99 (21.09.'10)	=	7,01 (14.11.'11)	=	6,49 (02.01.'12)	=	5,63 (21.10.'13)	=	
perdita su €56,75 07.01.'08	% =	=	-87,3%	=	-66,6%	=	-87,7%	=	-88,6%	=	-90%	=	
picco max € 76,65 24.4.'07	% =	=	-87,3%	=	-66,6%	=	-87,7%	=	-88,6%	=	-90%	=	

*Bilancio consolidato della capogruppo italiana Unicredit spa e di tutte le società partecipate (766 nel 2012 e 757 nel 2013)

Glossario: r = dato rivisto dalla struttura di Unicredit nel bilancio dell'anno successivo // ac. = valore accorpamento 10 azioni Unicredit in 1 sola con delibera assemblea soci del 15.12.2011

UNICREDIT GR. fl. 2 ESERCIZI 2008 - 2013 *		Bilancio 2008 Profumo/DeMarchis	pagine bil.'08	Bilancio 2009 Profumo/Natale	pagine bil.'09	Bilancio 2010 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'10	Bilancio 2011 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'11	Bilancio 2012 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'12	Bilancio 2013 Ghizzoni/Natale	pagine bil.'13	NOTE/ TOTALE 2008-2012
Costi operativi	md €	16,692 (+3%)	29,32,39,46,340,558	15,324	43	15,483	26,29,33,40,43,49,433,440	15,431	26,29,33,44,49,462,463,470	14,979 (14,816 r)	26,29,33,34,39,40,41,482,483,490	14,801	26,29,33,34,39,40,42,43,524	
spese personale	md €	9,918	39,340	9,098	43	9,205	43	9,209 (9,169 r)	42	8,916 (8,850 r)	29	8,649	29,40	
Dipendenti	n.	174.519 (+4,703)	13,27,46	165.062 (-9,457)	26	162.009	26,33	160.360	26,33	156.354	33,482	147.864	35,525	
dipendenti con altro personale	n.	176.144	323	170.017	256	167.914	252	167.014	263	162.864	264	153.449	295	
dirigenti al 31 dic	n.	2.345 (2,046 '07)	323	2.259 (su 167,437)	256	2.369 (su 164,945)	252	2.310 (su 162,885)	263	2.080 (su 158,819)	264	2.761 (su 150,193)	295	
quadri direttivi al 31 dic	n.	41.405 (35,867 '07)	323	40.185 (su 167,437)	256	39.965 (su 164,945)	252	39.012 (su 162,885)	263	36.787 (su 158,819)	264	35.041 (su 150,193)	295	
Est Europa	n.	56.066 (+12,419)	46	=		=		=		=		=		
Capogruppo	n.	23.957 (-2,751)	46	=		=		=		=		=		
Italia	n.	26%	13	33,8%	11	33,2%	11	32,5%	13	32,19%	13	33%	13	
Filiali	n.	10.251 (+537 sp.)	13,27	9.799	26	9.617	26	9.496	12	9.322	12,26	8.954	26	
sportelli Italia	n.	5.053	13	4.696	11,26	4.510	26	4.400	12	4.298	12,26	4.171	26	
Patrimonio netto	md €	54,999	27,32,142	59,689	26,34,36,48	64,224	26,126	51,479	12	62,784(+22%)	26,34-35	46,841 (-23,9%)	26,86	
= consolidato	md €	58,241	41	62,891	46,126	67,703	46,411	54,797	48,437	66,453(+3,669 md)	43,451	=	=	
= di vigilanza		53,685 - 58,181	42 au/post	54,372 - 58,257	27 au/post	57,655	48	56,973	27	62,018	27	57,651	27,44	
Compensi vertici Unicredit	€	1.598.000	239 ind	1.506.000	186 ind	1.600.000	236 ind	1.807.799	36 po.r.'12	998.356 (Vita)	39 po.r.'13	1.357.529**	38 po.r.'14	
Presidente	€	3.480.000	239 ind	3.665.000	187 ind	40.603.000	237 ind	2.192.944	37 po.r.'12	1.949.677	42 po.r.'13	2.319.908	39 po.r.'14	
Ad-Ceo (compensi fissi)	€	=		=		=		1.901.580	37 po.r.'12	1.046.661	42 po.r.'13	1.378.486	39 po.r.'14	
Ad-Ceo (compensi variabili)	€	(da recuperare)		651.000	187 ind	(da recuperare)		(da recuperare)		(da recuperare)		(da recuperare)		
Ad-Ceo (bonus e benefit)	€													
Benefici a breve a dirigenti	mln €	25,834 (26,650 r)	544	38,799	422	27,363	422	22,248	448	19,103	464	19,193	506	
Ind. fine rapporto dirigenti	mln €	2,300	544	8,687	422	51,165	422	0	448	2,515	464	=	=	
Pagamento azioni dirigenti	mln €	11,678	544	20,710	422	7,776	422	5,760	448	3,486	464	2,473	506	
Operazioni parti correlate	mln €	4.348,534 (0,45%)	545	4.035,035 (0,43%)	423	5.360,666 (0,63%)	423	4.379,358 (0,51%)	449	3.367,314 (0,40%)	466	3.184,459 (0,33%)	508	
(ammin./dirigenti/familiari/società p.)	mln €	18.362,822 (1,92%)	545	12.785,968 (1,38%)	423	12.659,448 (1,52%)	423	12.380,407 (1,48%)	449	11.819,153 (1,44%)	466	10.033,530 (1,44%)	508	
totale attivo	mln €	294,964 (0,14%)	545	145,180 (0,07%)	423	211,173 (0,12%)	423	135,027 (0,07%)	449	397,405 (0,23%)	466	536,491 (0,31%)	508	
garanzie rilasciate	mln €	=		=		=		=		1.486,767 (0,18%)	466	1.709,952 (0,22%)	508	
(soci 2%)	mln €	=		=		=		=		1.066,681 (0,13%)	466	783,409 (0,10%)	508	
totale passivo	mln €	=		=		=		=		598,549 (0,34%)	466	536,532 (0,31%)	508	
garanzie rilasciate	mln €	=		=		=		=		=		=		
Derivati/scommesse	md €	68,530	482	96,571	232	100,261	228	101,806	240	140,181	230	151,824	258	
copertura (tot. nozionali)	md €	3.642,306 (4,975 '07)	489	3.591,136	376	3.590,837	376	3.540,143	401	3.292,090	412	2.872,575	454	
speculativi (tot. nozionali a/p)														
Rischi per giudizi e rischi reputazionali		Vzlk Cl., HVB, Cirio, Parmalat, Costanzo, Divania, Lehman, Madoff	512-519 521 (sez. V)	Vzlk Cl., HVB, Cirio, Costanzo, Divania, Malavolta, Madoff, Lehman	394-405 407	Madoff, HVB Vzlk, Cirio, Costanzo, Parm. Divania ecc. Brontos	390-404 407	Madoff, HVB, Bank Austria, Cirio, Parm., Brontos, ecc.	416-429 432	Madoff, HVB, Bank Austria, Cirio, Parm., Brontos (pg.441), ecc.	429-442 446	Madoff, HVB, Cirio, Merckle, Divania, GBS, trans. Austria Bank, Tassara, ecc.	472-483 487	
Partecipate in sedi off shore	n.	22	154-177	30	138-159	31	137-159	26	145-168	31	105-132	31	99-141	
Delaware (Dover-Wilmington), Singapore, Cayman, Hong Kong, ecc.		su 644 società group (19 in Delaware-Usa)		su 696 società group (22 in Delaware-Usa)		su 754 società group (23 in Delaware-Usa)		su 790 società group (22 in Delaware-Usa)		su 767 società group (25 in Delaware-Usa)		su 758 società group (20 in Delaware-Usa)		
Partecipate in Lussemburgo	n.	8		10		10		10		10		11		